

Unité inter-Départementale 19, 23, 87  
17, Place Bonnyaud  
23 000 Guéret

Guéret, le 21/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RESSORTS DURY**

Zone Industrielle  
23300 Saint-Agnant-De-Versillat

Références : UD232025-013  
Code AIOT : 0006003901

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement RESSORTS DURY implanté Zone Industrielle - 23300 Saint-Agnant-de-Versillat. L'inspection a été annoncée le 16/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RESSORTS DURY
- Zone Industrielle - 23300 Saint-Agnant-de-Versillat
- Code AIOT : 0006003901
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site dispose d'un récépissé de déclaration du 6 avril 2012 pour les rubriques 2560 et 2561 de la nomenclature des installations classées. La nomenclature, le Code de l'environnement et l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2560 ont servi de

référentiels pour l'inspection.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Autre du 06/04/2012, article /	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58 - 7 <sup>ème</sup> alinéa	Demande d'actions correctives et de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Connaissance des produits	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I. - point 3.3.	Sans objet
4	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I. - point 2.4.4.I.	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I. - point 4.2.	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I. - point 3.4	Sans objet
7	Information réglementaire	Code de l'environnement du 14/02/2025, article /	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu.

Toutefois, les contrôles périodiques sont à réaliser.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 06/04/2012, article /
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Cet établissement soumis à déclaration est référencé sous les rubriques n°2560-2 et 2561 de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> Concernant le travail mécanique des métaux (rubrique 2560), l'exploitant a indiqué lors des échanges que la puissance totale installée des machines est de 616 kW, le transformateur pouvant délivrer 630 kVA, mais que son contrat est actuellement à 240 kVA. Selon ces éléments, les activités de travail mécanique des métaux relèvent toujours du régime de la déclaration.  Les activités relevant de la rubrique 2561 sont toujours exercées sur le site. Elles relèvent toujours du régime de la déclaration, la rubrique ne disposant que de ce seul régime, sans seuil d'entrée.

<p>Les activités de traitement de surfaces au sens des rubriques 2564 ou 2565 de la nomenclature sont sous-traitées. Le site n'exerce pas d'autres activités (nettoyage par produits lessiviels, application de peintures, atelier de charge d'accumulateur...).</p> <p>L'activité de vibro-abrasion telle que réalisée sur le site relève de la rubrique 2575. <b>L'exploitant est invité à préciser à l'Inspection dans un délai de 1 mois, le positionnement du site vis-à-vis de cette rubrique.</b> L'Inspection indiquera à l'exploitant les suites éventuelles à donner en fonction des éléments de réponse ainsi apportés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58 - 7 <sup>ème</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le décret n°2013-1205 du 14 décembre 2013, modifiant la nomenclature des installations classées, est venu imposer le contrôle périodique au régime déclaratif de différentes rubriques, en particulier les rubriques 2560 et 2561.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les contrôles périodiques n'avaient pas été réalisés. <b>L'exploitant est invité à transmettre à l'Inspection dans un délai de 1 mois, le devis élaboré par l'organisme agréé retenu ainsi que le justificatif de son consentement (courriel de commande, mention "bon pour accord" datée avec copie du courrier de transmission à l'organisme...).</b> L'exploitant fournira la date fixée pour ces contrôles, quand elle sera connue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'actions correctives, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 3 : Connaissance des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I. - point 3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p>

<b>Constats :</b> Les activités n'exigent pas une très grande consommation de produits. Les fiches de données de sécurité de tous les produits utilisés sur le site sont disponibles de manière dématérialisée dans un fichier qui a été présenté lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I. - point 2.4.4.I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur [...]
<b>Constats :</b> Le bâtiment accueillant les activités de travail mécanique des métaux dispose d'un système de désenfumage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I. - point 4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...] </li> <li>• d'extincteurs [...], à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</li> </ul> [...] Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Pour les parties visitées, les extincteurs étaient accessibles, visibles, en bon état apparent. Pour ceux sondés, ils disposaient de l'étiquette de vérification faisant apparaître la date du dernier contrôle.  Ce contrôle a été effectué par un organisme extérieur compétent le 21 février 2024. Les opérations de recharge, changement de pièce ou remplacement sont effectués le même jour. L'exploitant a présenté la certification Q4 délivrée suite à ce contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I. - point 3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que toutes les parties extérieures et intérieures visitées étaient très propres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Information réglementaire**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/02/2025, article /
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Partie réglementaire du Code de l'environnement
<b>Constats :</b> Ces éléments ne constituent pas un point de contrôle mais une information réglementaire. (cf. annexe confidentielle)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite